

6 Société et Culture

Ici et ailleurs

• Ramadan
Des provisions pour la mosquée d'Akournam 2



Photo : Eric Laphèta

Afin d'assister la communauté musulmane de son quartier en ce mois béni de Ramadan, Hugues Régis Mayombot, membre du Conseil national du Parti démocratique gabonais (PDG), a, récemment, remis des produits de première nécessité (lait, sucre, riz, dattes, etc.) aux fidèles de la mosquée d'Akournam 2 à Owendo. Les provisions ont été réceptionnées par l'imam central de la mosquée, et vont ainsi permettre aux bénéficiaires de mieux amorcer les derniers jours du jeûne, qu'ils observent depuis bientôt un mois.

• Santé
Journée mondiale du donneur de sang

La communauté internationale commémore, aujourd'hui, la Journée mondiale du donneur de sang. Le thème de la campagne, de cette année, est le don de sang en tant qu'acte de solidarité. Il met en avant les valeurs humaines fondamentales que sont l'altruisme, le respect, l'empathie et la compassion, qui sont la pierre angulaire des systèmes de dons de sang volontaires non rémunérés. Le slogan retenu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est "Soyez là pour les autres, donnez votre sang, partagez la vie" pour attirer l'attention sur le rôle que jouent les systèmes de dons volontaires en encourageant les gens à prendre soin les uns des autres, à créer des liens sociaux et à construire une société unie.

• Psychologie
Le QI en baisse !

Le quotient intellectuel (QI) baisse chez les générations nées après 1975, et des chercheurs norvégiens ont estimé que l'explication la plus plausible était un environnement culturel moins favorable pour les jeunes générations.

• Histoire
"La découverte de l'Amérique" restituée
Les Etats-Unis ont annoncé la restitution à la bibliothèque du Vatican d'une copie d'époque d'une lettre manuscrite de Christophe Colomb datant de 1493, dans laquelle l'explorateur annonce à la royauté espagnole sa "découverte de l'Amérique".

Rassemblés F.B.E.M

Santé/Violences basées sur le genre, grossesses précoces et IST
Un Guide sur le sujet en cours de finalisation

F.B.E.M
Libreville/Gabon

DEPUIS plusieurs mois, le "Guide de prise en charge communautaire intégré des violences basées sur le genre (VGB), les grossesses précoces et les IST/VIH" est en cours d'élaboration dans notre pays. Un atelier de validation dudit document se tient, depuis hier à aujourd'hui, à la Croix-Rouge gabonaise de Libreville. Le but, pour les participants, étant d'apporter les derniers amendements à ce "Guide", en vue de sa finalisation, et de son adoption prochaine, par les acteurs concernés, c'est-à-dire, toute personne en contact direct avec les personnes infectées et affectées par



Photo : F.B.E.M

L'atelier a été ouvert par la représentante de l'UNFPA (2e par la droite) et le DG de la Croix-Rouge gabonaise(c).

différents fléaux sociaux pré-cités.

Le document entend présenter, de la manière la plus large possible, les causes, les conséquences et les dispositifs nationaux de lutte contre chacun des maux en question. Mieux, le guide en cours de finalisation vise à ap-

porter une "réponse communautaire coordonnée" aux VGB, aux grossesses précoces et aux IST. Soit des problématiques qui, « au vu des indicateurs sociaux, continuent de fragiliser le bien-être des populations gabonaises, malgré les efforts du pays pour améliorer leur santé»,



Photo : F.B.E.M

Les participants contribuent à l'amélioration du Guide.

ont expliqué les participants. Lesquels étaient composés des agents du ministère de la Santé, des représentants d'organisations de la société civile (Croix-Rouge, Renaps/AJ, Regap+, Association maison ouverte, AMS Plus, Agir pour le genre, etc.), comme d'un représentant

de l'ambassade de France au Gabon.

L'atelier est dirigé par le directeur général de la Croix-rouge gabonaise, le Dr Armel Boubindji, et la chargée de programme représentant l'Organisation des Nations-unies pour la population (UNFPA), Clyda Avome.

Deuxième édition à Libreville de la Conférence nationale du leadership féminin
Plus de 300 participants attendus

Photo : Joseph Ollomo

Catherine Samba-Panza, ici aux côtés du chef de l'Etat, est la marraine de l'événement.

Josiane MBANG
NGUEMA
Libreville/Gabon

LA capitale gabonaise abrite, dès demain jusqu'au samedi, la 2e édition de la conférence nationale du leadership féminin. Plus de 300 participants, représentant huit pays africains, sont attendus à Libreville. A la faveur de cet événement, dont l'illustre marraine n'est autre que Catherine Samba-Panza, l'ancienne présidente

ayant assuré la transition pendant les troubles en République centrafricaine. Plusieurs activités sont inscrites au programme de ce rendez-vous des femmes leaders du Gabon et d'Afrique ayant pour thème, "Leadership féminin, outil de changement et de développement de la société gabonaise." Cette rencontre sera donc l'occasion pour les 24 intervenants d'aborder, lors des différents panels, les thématiques au cœur des préoccupations de la femme gabonaise : "Les enjeux de l'éducation de la

femme"; "Autonomisation de la femme : outils"; "Santé des femmes : brisons les tabous!"; "Diaspora féminine gabonaise, quelle implication dans le développement du pays?". Ce sont là autant

de réflexions qui seront menées dans la journée de vendredi à l'immeuble Arambo. Les ateliers de formation, notamment sur le numérique, viendront compléter

ce riche menu, tandis que les remises de distinctions, animations, talk-show et dîner de gala, vont clore en beauté cet événement samedi soir dans un hôtel de Libreville.



COMMUNIQUE SUR L'OCCUPATION DE LA SECTION YU7 DE LA COMMUNE D'AKANDA

La section YU7 du plan cadastral de la Commune d'Akanda fait l'objet d'occupations sans titres par la quasi-totalité des occupants. Il nous plait ici d'apporter des éclaircissements relatifs aux revendications de propriété de la SNI.

En effet, la SNI revendique la parcelle n°1 de section YU7, du plan cadastral d'AKANDA, sur la base d'une procédure en violation du décret n°0257/MECIT du 19 juin 2012, réglementant les cessions et locations des terres domaniales. De droit, le décret d'attribution dé-livré à la SNI après la Réquisition d'Immatriculation (RI) fait l'objet d'une demande en déclaration d'inexistence devant le Tribunal Administratif de Libreville.

La SCI SOFIGA est titulaire de la parcelle n°250 depuis le 29 octobre 2001, après l'observation régulière de la procédure d'attribution des terrains ruraux auprès de la Direction Provinciale du Cadastre à Ntoum et la pose des bornes visibles sur le terrain.

Auprès de l'ANUTTC, nous avons obtenu un avis favorable après enquête foncière, un avis d'affichage public n°000778/ANUTTC/DG/DGA1/DC, un (CASO) certificat d'affichage sans opposition, le 15 septembre 2014, avant le paiement du prix de cession de la parcelle auprès de l'Agence Comptable de l'ANUTTC contre quittance n°3463260 du 05 septembre 2014.

Le 20 mars 2015 la SCI SOFIGA a obtenu la Réquisition d'Immatriculation n° 12 034 contre reçu n° 0255448 publiée au « JOURNAL OFFICIEL » sous le n°248 du 1er au 07 avril 2015 « sans opposition ».

Il ne s'agit donc pas des mêmes parcelles.

Dans une décision ayant acquis la force de la chose jugée, nous avons obtenus, le 03 juillet 2017, auprès de la Cour d'Appel Judiciaire de Libreville, en reconnaissance de nos droits de propriétaire, l'expulsion avec destruction des constructions des personnes installées illégalement sur la parcelle n°250.

Le Gérant

Fin du Ramadan/ Communiqué du ministère du Travail

• Vendredi férié, chômé et payé, samedi chômé et récupérable

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse, chargé de la Formation professionnelle porte à la connaissance des employeurs et des travailleurs que conformément aux dispositions du Décret N° 00727/PR/MTEFP du 29 juin 1998 réglementant le régime des jours fériés en République Gabonaise et modifié en son Article 2 par le décret N°000484/PR/MTE du 26 mai 2004, la journée du vendredi 15 juin 2018 marquant la fête de "l'Aïd-el-fitr" ou la fin du Ramadan, est déclarée fériée, chômée et payée sur toute l'étendue du territoire national.

Par ailleurs, la journée du samedi 16 juin 2018 est exceptionnellement déclarée "journée chômée et récupérable" sur toute l'étendue du territoire national.